

DEPARTEMENT DE LA REUNION



Ville de passion!

COMMUNE DE SAINT-LOUIS

REPUBLIQUE FRANCAISE



Liberté - Egalité - Fraternité

LA MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRÊTE N° 555 /PRM/DAJ/DA/MT/2023

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,
Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
Vu le Code de la Route,
Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – Huitième partie – Signalisation Temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,
Vu l'article L511-1 du code de la Sécurité Intérieure,
Vu la demande de la société **SBTPC SOGEA REUNION-RUNEO** du seize juin deux mille vingt-trois,
Vu l'avis n° 316/2023 du vingt-six juin deux mille vingt-trois de la police municipale,
Vu l'avis n° 212 /2023 du 28 /06 /2023 de la Direction Générale des Services Techniques,

Considérant que pour éviter tout accident lors des travaux d'extension des réseaux AEP, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement sur le chemin Guichard,

ARRETE

Art. 1. - La circulation est interdite sur le chemin Guichard partie haute au droit des travaux, à l'exception des riverains, des forces de l'ordre et des véhicules de secours.

Art. 2. - Le stationnement est interdit au droit des travaux.

Art. 3. - Des déviations sont mises en place par la rue des Gris et le chemin des Peupliers.

Art. 4. - Les dispositions du présent arrêté sont effectives du lundi trois juillet deux mille vingt-trois au lundi quatorze août deux mille vingt-trois de sept heures à dix-sept heures.

Art. 5. - La signalisation réglementaire est mise en place par la société SBTPC SOGEA REUNION-RUNEO.

Art. 6. - La réfection du domaine public est effectuée par la société SBTPC SOGEA REUNION-RUNEO après les travaux.

Art. 7. - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal.

Art. 8. - Mme la Directrice Générale des Services de la ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Art. 9. - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la SEMITTEL, à la Société des Transports MOOLAND, à la société SBTPC SOGEA REUNION-RUNEO.

Fait à Saint-Louis, le **28 JUIN 2023**
Pour le Maire et par délégation,

Le Directeur Général des Services Techniques

M. Laurent ROBERT DGST



Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- C.I.V.I.S
- Semittel
- Transports MOOLAND
- Régie route
- Service communication
- société SBTPC SOGEA REUNION-RUNEO

LA MAIRE

certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de l'arrêté et
informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification :
→ d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion
→ d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L.521-2 du code de justice administrative